



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU C.C.A.S**

N° DLP2020-03 - Séance du 09/03/2020

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	8	8

Vote	
Pour	8
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 09 mars à 14h30, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Alain SOULIER, vice-président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par message électronique aux membres du conseil d'administration le 05/03/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 05/03/2020.

Présents :

Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT, Michel BAUDOUR ; Jean-Luc DE LA CLERGERIE ; Marie-France TEXIER.

Absents excusés:

Jean-Luc MEISSONNIER.

Absents:

Jean-Marie COURTES, Hubert FABRITIUS, Anna RAMORA, Morgan SIMAR.

Secrétaire de séance :

Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

**N° DLP2020-03 – CCAS : MODALITES DE RECUPERATION DES HEURES
COMPLEMENTAIRES ET SUPPLEMENTAIRES**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu le décret n° 2010-310 du 22 mars 2010 modifiant le décret 2002-528 du 25 avril 2002,

Vu l'avis du comité technique du 07/02/2020,

CONSIDÉRANT que conformément au décret n° 2002-60 précité, la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en toute ou partie, sous la forme de repos compensateur et qu'à défaut de compensation elles sont indemnisées,

CONSIDÉRANT toutefois que Monsieur le président souhaite à titre subsidiaire, quand l'intérêt du service l'exige, pouvoir compenser les travaux supplémentaires moyennant une indemnité dès lors que les travaux ont été réalisés à sa demande ou à la demande du chef de service, dans la limite de 25 heures supplémentaires par mois et par agent,

CONSIDÉRANT que conformément à l'article 2 du décret 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables au personnel de la collectivité,

Sur le rapport de Régine SUAY, après en avoir délibéré, le conseil d'administration,

PRECISE que ces modalités ne concernent que les agents du CCAS et non ceux de l'EHPAD qui ont un règlement de temps de travail propre à leur structure,

DÉCIDE de valider les modalités d'indemnisation des heures supplémentaires selon les modalités prévues par le décret 2002-60,

DECIDE de majorer la récupération des heures supplémentaires à 100% pour les heures effectuées un dimanche ou un jour férié et à 150% pour les heures effectuées de nuit (22h/7h),

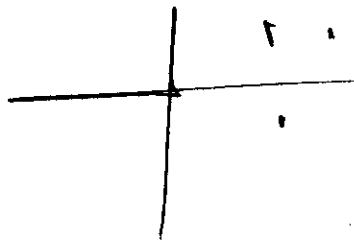
DE PREVOIR les crédits nécessaires au budget.

Pour extrait conforme,

Le 09/03/2020

Le président,

Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.